

Le colonel Léon, le tortionnaire des soldats, a assailli rue Leverrier, une passante et l'a frôlement brutalisée.

Le colonel continue dans la vie civile les brillantes prouesses qui lui ont valu la faveur gouvernementale.

Rédaction : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Chèque postal : N. Faucier 1185-55)

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

VERS LE FASCISME WEYGAND-TARDIEU

Tous les journaux vous ont appris la décision prise par Tardieu, d'élever le général Weygand, au commandement en chef de l'armée française.

Tous les gens de droite n'ont point caché leur jubilation, où les mettaient le décret, pris par le Président du Conseil. Ils s'en sont réjouis, d'ailleurs, avec quelque ostentation.

Cette nomination est lourde de menaces.

Il y a peut-être pas assez pris garde.

Il serait oiseux de dire que le nom de Weygand est tout un programme. Chacun sait quels sont les états de service du retrait.

Weygand est sans contredit, un des généraux en activité les plus franchement réactionnaires. Militariste invétérée, il compte parmi les plus durs et les plus impitoyables que l'on connaît.

De ses opinions ultra-conservatrices, du reste, il n'a jamais fait mystère. Toutes les prouesses de sa carrière militaire témoignent de son hostilité, violente, rageuse même, à toutes les formes d'affranchissement.

Sur l'initiative de Foch, dont il était le bras droit, Poincaré-Milleraud lui confieront en 1920 la mission de diriger les troupes polonaises contre l'armée soviétique.

Il s'acquitté de sa tâche avec ardeur. On sait que le double but qui animait le militaire et le réactionnaire qu'il était : gagner la bataille et l'emporter sur des « révolutionnaires », exacerba son désir de vaincre.

C'est avec une science consummée de la guerre qu'il mena la lutte contre les Soviétiques. En très peu de temps, il couvrit le front polono-soviétique d'assauts acharnés, armés d'un matériel moderne. Les troupes rouges, durent surtout leur échec, aux dispositions prises par Weygand.

Par la suite, il remplaça Gouraud en Syrie. Gouraud avait mené une politique quelconque, sans rigueur systématique comme sans excessive indulgence.

Gouraud était, au point de vue psychologique, un type tout à fait à l'opposé de Weygand. Il n'avait rien de la morgue de ce dernier.

Gouraud, général vivace, un peu qui m'énfie, faisait en Syrie, dans le cadre évidemment des ordres reçus des gouvernements de la métropole, une politique qui, pour n'être point franchement conciliatrice, n'était ni agressive, ni défensive. De ce reste, les indiscrétions s'accordent assez bien de la politique à la vancoule du général Gouraud.

Gouraud fut rappelé. Et Weygand vint...

Alors, il fit une toute autre histoire, comme dit Kipling.

Weygand fit regretter Gouraud. Il n'avait point la débonnaire paternité de son prédécesseur. Cassant, gruind dans une radeau insouiente, militaire pleinement pour tout dire, il ne tarda, par des mesures vexatoires, à s'allier avec l'ennemi indigène. Les provocations se suivirent sans trêve...

Weygand, par son autoritarisme revêche, ses initiatives désastreuses, et tous les crimes inutiles qu'il ordonna, se rendit impopulaire, au-delà de ce que l'on saurait dire.

Son nom, pour les populations musulmanes, toujours confites en pratiques dévoteuses et très sujettes aux accès de terreur sainte, était synonyme d'effroi. L'effrèrence était grande chez les Druses.

Et Weygand, était fort ais de la crainte qu'il inspirait. Les pendaisons se succédaient, ou mettait, par manière d'expéditions punitives des villages à sac. L'incendie couvrait. Il ne fallait plus qu'une étincelle, pour que la poussière, que l'on tenait en réserve, de peur et d'autre, flambât. La situation de Weygand, par sa politique maladroitement belliqueuse, était devenue intenable. Il fut rappelé. Et c'est Sarrail qui recueillit l'honneur détruite.

Il eut la terrible charge d'accroiser les querelles suscitées par Weygand.

Et l'ordre régna en Syrie. On sait comment. Le bon républicain Sarrail, le franc-macon notable, le protégé du Cartel, procéda au solde des comptes avec une férocité qui n'était pas désavouée, le jésuite Weygand. Tanks, mitrailleuses, une véritable boucherie fut faite des insurgés syriens. Les journaux de droite firent, à cette occasion, au pauvre général de « gôche » Sarrail une réputation de maladresse et de cruauté qu'il n'avait qu'en partie, méritée. Car, somme toute, Sarrail n'avait fait qu'hériter d'une situation, grevée à souhait, par le sinistre Weygand.

La guerre contre les Druses, du reste, fut plutôt maladroite. Ces les guerilleros syriens, vendirent chèrement leur vie. Et d'autre part, ils étaient bien outillés, n'ayez crainte. La perfide Albion, faisant toujours le nécessaire, pour entretenir chez le voisin, des foyers permanents d'insurrection. En cela, du reste, elle est imitée par la France, qui souloie, en Palestine, des agitateurs, pour qu'ils créent des troubles préjudiciables à l'Angleterre.

Sans compter que les Syriens avaient aussi des bonnes armes françaises, pour riposter aux soldats de Sarrail. Car, en Syrie, on ne trouve bien quelques militaires prévaricateurs qui des parcs d'artillerie ou d'aviation où ils sont canonnés, font, avec les tribus bédouines, qui les environnent, un constant trafic d'armes...

Car le patriotisme professionnel ne va jamais sans quelque compétence mercantile...

Toujours est-il, qu'en 1926, tout bien pesé et domination pour domination, les Druses préféraient Gouraud, à Sarrail et à Weygand.

Ces quelques détails rétrospectifs nous ont quelque peu éloigné de Weygand. Nous y revenons.

Weygand, a dirigé récemment les grandes manœuvres navales, aériennes militaires sur les côtes de Provence.

Tardieu, qui a promu Weygand au poste suprême de l'armée française, entend bien donner, à cette nomination, une importance, qui dépasse les sphères militaires.

L'élevation de Weygand, à la direction de l'Etat-Major, révèle une volonté très nette. Tardieu s'est adjoint l'homme qui, le cas

LA REPRESSEION GHISLAIN ET DELOBL devant la cour d'appel

échéant, peut le mieux servir sa politique intérieure.

En principe, on sait que l'armée est la Grande Muette. Pour les troupes de seconde zone, qui ont des sentiments révolutionnaires, mais pas pour les généraux factieux, non.

Weygand est un fasciste déclaré. Jamais il n'a tenté de dissimuler son état d'esprit. Ses opinions, il les a toujours mises en avant chaque fois qu'il a briqué un poste. Il ne s'est jamais dérobé, toujours il a dit : « Je suis le candidat des jésuites et des confessionnalistes ».

En Syrie, tous les dimanches, il assistait ostensiblement, à la grand messe, célébrée par les capucins.

Le 28 janvier 1926, il présida à Billancourt, au Musée Social, une réunion anticomuniste, organisée par les soins du Grand Argenter des Pourris, le corrupteur Billet, où, sans ambages, il déclara, qu'il avait une opinion nette et tranchée sur le sort que l'on doit faire au communisme.

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Delobel, feignant de mal interpréter les menaces du président, répondit avec ironie que c'est sans déplaisir qu'il « sortirait ».

Le président s'énerve, et d'un ton plein de gravité, veut bien dire à Delobel qu'il ne plaise à pas, que s'il entend le faire « sortir » ce n'est point pour le rendre à la liberté mais pour le faire reconduire au tribunal.

Alors, le président pique une crise, menace Delobel de le faire sortir s'il prétend faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Delobel, feignant de mal interpréter les menaces du président, répondit avec ironie que c'est sans déplaisir qu'il « sortirait ».

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar.

Tous les gouvernements, du reste, qui se sont succédé, ces dernières années, qu'ils fissent de gauche ou de droite, ont fait appel à Weygand, pour lui demander si, au cas d'insurrection communiste, il soit LEUR HOMME. C'est avec une joie sadique qu'il accepta que faire dans le prétoire l'apologie de la doctrine anarchiste, etc...

Opinion qu'il n'exposa point, mais que tout le monde connaît.

Le bolchevisme, voilà son grand cauchemar

"SCIENTIFIC MANAGEMENT"

2^e Partie : OBJECTIONS⁽¹⁾

Le travail américain vu par un « ouvrier » français

Avec M. Henri Dubreuil nous entendons un son de cloche particulier propre à nous reconstruire avec le système américain que nous pourrions tenir, sur la foi de témoignages d'« intellectuels bourgeois » en mésseste absolus. M. Dubreuil ne va pas jusqu'à s'inscrire en faus contre les constatactions faites par d'autres que lui. Mais il les taxe d'exagération et il dénie aux observateurs dépourvus de la faculté ouvrière toute qualité pour juger des faits relevant de cet ensemble productif : l'ouvrier, l'outil, la machine, l'usine. Ce travailleur donne au bourgeois des leçons de lucidité et de pondération !

Nous voyons trois raisons psychologiques à cela : la première est que Dubreuil est membre et membre important, de la Confédération Générale du Travail, C.G.T. — il ne s'en glorifie pas dans le livre qu'il a signé, mais sa réfutation est toute politique ; la seconde est qu'il a été ouvrier, c'est un titre très bien porté à l'heure actuelle ; la troisième est qu'il est arriviste, l'arrivisme ne se crée pas sur les toits, il se démontre.

Le livre « Standards » — le travail américain vu par un ouvrier français — aurait pu être écrit par un apôtre de la rationalisation social-démocrate ou par un zélateur du « redressement français ». Présenté au lecteur par le savant Henry Le Châtelier, tayloriste de la première heure, on y trouve développée de la première à la dernière page, et il y en a quatre cents, la thèse de la coopération du travail et du capital.

Cette thèse est devenue celle de la C.G.T. Elle est naturellement celle de tous les partis électoraux qui ont fait leur programme de la C.G.T. Elle est celle également du patronat rationalisateur, de la nuance loucheuse. Elle vise à être la réalité du dernier, quans nous serons pourvus d'un gouvernement travailliste. Alors la C.G.T. pourra espérer s'intégrer totalement à l'Etat, c'est-à-dire occuper des positions officielles près du gouvernement. Cela ne signifie pas qu'elle sera en mesure d'agir effectivement sur les organes de commande, mais il y aura tout de même des satisfactions, sinon pour la classe ouvrière, du moins pour ses chefs.

Le patronat, disons-nous, ne s'alarme pas de cette montée confédérale qui est d'ailleurs dans l'ordre des choses. Il sait pertinemment que l'autorité concédée aux états-majors ouvriers, ne sera jamais qu'un simulacre d'autorité, une autorité de juxtaposition, un trompe-l'œil, et non pas une autorité d'usurpation, une souveraineté réelle. Celle-ci ne pourra s'établir qu'en révolutionnaire. Celle-là au contraire implique un accord, un consentement, une sorte de contrat débattu et accepté par le patronat d'une part, par les représentants ouvriers d'autre part. Les contrats de cette espèce ne peuvent en rien entamer l'hégémonie du capitalisme sur la production, ils renforcent au contraire, en balançant la reconnaissance d'une autorité ouvrière consultative, valable pour les bergers, par un assujettissement plus grand des masses ouvrières à l'ordre industriel.

Si M. Dubreuil est allé en Amérique, après s'être refait la main à la machine-outil, ce n'était ni pour s'empiler les poches de dollars, ni pour se perfectionner dans la connaissance de la langue anglaise, ni même pour respirer une atmosphère plus salubre qu'aux alentours de la rue La Fayette, c'était avec l'intention de revenir avec un bagage de documents et d'arguments propres à encourager les bonnes dispositions d'un patronat qui commence à être « à la page », et à stimuler les bonnes intentions de gouvernements démocrates radicaux et socialistes à qui sera dévolue, demain, la tâche de remplacer la pyramide sur sa base. C'était aussi pour mieux faire comprendre à « l'élite de la classe ouvrière » combien il lui serait profitable d'engager dans la voie rationnelle et sage d'une bonne collaboration avec le patronat, telle qu'elle fleut en ce pays de Cocagne d'Amérique expugné de nos idéologies, de nos mythes et de nos crédoz révolutionnaires.

Mais M. Dubreuil a été ouvrier, ayant dû d'aller en Amérique; ayant devant lui fonctionnaire à la C.G.T. En Amérique, il a joué, dans l'usine taylorisée, la comédie du travail amateur. Il était l'homme venu de Paris, pour observer, pour enquêter; il apparaissait comme le « chargé de mission », camouflé en travailleur qui n'a d'autre prétexte en travaillant que d'apprécier avec une jolie somme.

Donc, grâce à Poincaré et surtout à Chérèn-

SILHOUETTES...

LEON DAUDET

Chamfort, dans ses Anecdotes, nous rapporte qu'un jour, se promenant avec un ami, celui-ci fut sauvé par un homme d'assez mauvaise mine. Il lui demanda ce que c'était cet homme. Son ami répondit, que c'était un homme qui faisait peu sa partie, ce que Brutus, n'aurait pas fait pour la sienne.

Et comme Chamfort le pria de mettre cette grande idée à son niveau, il lui précisa, que l'homme en question était un espion de police.

M. Léon Daudet est patriote, ou tout au moins fait profession de l'être. Eh bien, depuis longtemps il fait pour sa patrie, ce que Brutus n'aurait pas voulu faire pour la sienne.

Ainsi, Brutus, le Romain sublime, qui fut le principal artisan de la révolution, expulsé de Rome les Tarquins, et institua la République, Brutus, qui poussa l'austérité de mort et à présider leur exécution, parce qu'ils avaient conspiré contre la République, pour le rétablissement des Tarquins, Brutus, qui avait tel souci de la grandeur de son pays, aurait préféré la voir perir, plutôt que de devoir son maintien, à la felonie et à la délation.

M. Léon Daudet n'a point, lui, cette dignité. Des années durant, prétextant le salut de sa patrie il a intégré le rôle peu glorieux de pourvoyeur de chichoures.

Quotidiennement, il a désigné aux coups de bras séculier ses adversaires politiques, et même, quelquefois ses amis de la veille.

Jadis, au temps de Louis-Philippe (son père), il n'était pas, il y a quelques années encore, le chef reconnu par M. Daudet, rien ne paraissait égal, en ignominie, l'état d'accusé de l'assassinat.

La littérature d'alors fait foi du décret où l'on tenait toutes les sortes de mouchardages et de trahison.

La plupart des personnages romantiques risquent leur vie, afin de garder le secret, ou défendre l'ennemi même, qui s'est confié à leur sauvegarde.

Dans la Dernière Incarnation de Vautrin, Balzac nous présente un forçat au grand cœur, Tiedro Bianchi refusant de sauver sa tête et préférant l'échafaud à la délation.

Thiers, lui-même, qui pourtant n'était pas dégoté... pris des pinceaux pour tendre à Deutz, le juif qui avait livré la duchesse de Berry, la laisse de billets, prix de sa forfaiture.

Ces jours, si voisins par la date, nous sont éloignés par les meurs. Le sens de l'honneur a subit une forte évolution.

Encore un exemple, M. Daudet. Louis XVIII, un royaliste (!) auquel on demandait de suspendre à Victor Hugo la pension qu'il recevait sur la cassette royale, parce qu'il avait abrité des factieux recherchés par la police, s'est refusé...

Léon Daudet, lui, n'est point si chatouilleux sur le point d'honneur.

Il ne répugne pas aux offices répugnantes de l'état de procureur. On l'a vu à l'œuvre, Fendant la guerre, on sait quels furent les ravages, que causa sa fureur de délation.

Avec Ignace et Mornet comme exécuteurs des basées œuvres, il forma un triumvirat de boureaux.

Nous n'établirons pas ici la liste obligeante de toutes ses victimes. Elle serait trop longue. Et encore, tous ceux pour qui il souhaitait les fosses de Vincennes, ou le bagn, n'ont pas tous pérí...

Léon Daudet a les mains rouges. Et son inconscience le garde du remords.

**

Ainsi, Léon Daudet est revenu.

En lui, on ne veut plus voir que l'homme de lettres, on veut oublier le bouffon sanglant et le dénonciateur ignoble. Les gens font violence à leur dégoût. Et ils lui font acculer.

Littérateurs, artistes, gens de monde, le congratulent à l'envi. Les salons se l'arrachent.

Ce n'est pas à leur honneur. Car s'il est un homme dont la place est bien permis « la cravate du corps de garde et des cuisines » c'est bien Léon Daudet.

Il est vrai, que l'en a peur de Léon Daudet. C'est un tel maître-chanteur !

Maître-chanteur, il l'est, peut-être pas à la façon des Anquetil et des Nimpou Amar. Non, il n'a pas besoin de brandir l'éspocette... pour que les banquiers desserrent les cordons de leur bourse.

Nous n'établirons pas ici la liste obligeante de toutes ses victimes. Elle serait trop longue. Et encore, tous ceux pour qui il souhaitait les fosses de Vincennes, ou le bagn, n'ont pas tous pérí...

Léon Daudet a les mains rouges. Et son inconscience le garde du remords.

**

Il paraît que le Français est riche, plus riche même — imprimeur un journal du matin — que le citoyen des U.S.A.

Les caves de la Banque de France regorgent de précieux métal sans lequel actuellement on ne peut manger et qui permet à la classe dirigeante d'entretenir dans leur « indépendance » tant de consciences de journalistes, rhétoreurs, et autres politiciens.

Donc, grâce à Poincaré et surtout à Chérèn-

nos poches sont pleines !... 1929, d'ailleurs, s'était étirée sur un air ô combien bercy de dégrevements, de régustements, d'espérances minifiques. Les fruits de la victoire française s'annonçaient savoureux, et l'électeur, gobeur par définition, s'apprêtait à les déguster avec une joie sans mélange.

Or, aujourd'hui, une semaine après ce jour de l'an qui devait être triomphant, c'est un concert unanime de récriminations.

C'est que l'électeur, aussi, bouché qu'il est, n'est pas été bien forcé de s'apercevoir que chaque fois qu'il achète quel-vé chose, il lui coûte plus d'argent que l'année précédente pour un objet de pareille qualité.

Et un mot tout augmente, gaz, transports, éléments, nourriture, etc., etc. Et ce n'est pas fini, soyez-en persuadés.

Les journaux bourgeois sont eux-mêmes forcés d'emboîcher la trompette. Mais pour lire, par exemple, des phrases de ce genre :

« Notez enfin, que, par le jeu terrible des incidences, ces augmentations directes et brutes vont avoir des répercussions rapides même sur les objets qui ne sont pas immédiatement touchés par la hausse. Si bien qu'en se retrouve en face de ce paradoxe incompréhensible : PLUS LES PRIX DE GROS BAISSENT ET PLUS LES PRIX DE DÉTAIL AUGMENTENT. »

Car il est un fait curieux, c'est que l'indice des prix de gros indique une forte baisse de ces derniers.

Le journal bourgeois ne comprend pas. Il ne comprend pas que des conseillers municipaux aient voté l'augmentation des transports en commun, alors que la Compagnie du métro, par exemple, boudrait très confortablement son budget. Il ne comprend pas, ou plutôt feint l'incompréhension.

Il fait appel à un gouvernement qui gouverne ! Il lui demande des explications et des remèdes.

Des explications, vous en aurez bravos gens, comme s'il en pleuvait. Nos gouvernements ont l'ingratitudine, rapace jusqu'à la muflerie, routinier jusqu'au crétinisme ; il a vu les postes de commandement peuplés par des créatures de Jésuites d'une morgue toute militaire ou d'une condescendance outrageante pour l'homme qui en est l'objet ; des sous-verges ne devant rien à leur travail, et tout à leur faculté rampante. La « cloison vitrée » à l'intérieur des ateliers lui est apparue comme un blockhaus de l'autre.

M. Dubreuil a vu, dans l'usine française, — au temps où il n'avait pas encore découvert l'Amérique, — un patronat avare jusqu'à l'ingratitudine, rapace jusqu'à la muflerie, routinier jusqu'au crétinisme ; il a vu les postes de commandement peuplés par des créatures de Jésuites d'une morgue toute militaire ou d'une condescendance outrageante pour l'homme qui en est l'objet ; des sous-verges ne devant rien à leur travail, et tout à leur faculté rampante. La « cloison vitrée » à l'intérieur des ateliers lui est apparue comme un blockhaus de l'autre.

Des remèdes, certes, il y en a. Tout une gamme. Certaines furent appliquées avec succès des périodes analogues à celle qui se présente. Vous les connaissez aussi bien que moi. Tant va la cruche à l'eau... dit un vieux proverbe. Or il y a longtemps que la cruche de verre s'est cassée. — Pierre Mualdes.

PHILLION.

PROPOS PARISIENS

d'un

**

Il paraît que le Français est riche, plus riche même — imprimeur un journal du matin — que le citoyen des U.S.A.

Les caves de la Banque de France regorgent de précieux métal sans lequel actuellement on ne peut manger et qui permet à la classe dirigeante d'entretenir dans leur « indépendance » tant de consciences de journalistes, rhétoreurs, et autres politiciens.

Donc, grâce à Poincaré et surtout à Chérèn-

nos poches sont pleines !... 1929, d'ailleurs, s'était étirée sur un air ô combien bercy de dégrevements, de régustements, d'espérances minifiques. Les fruits de la victoire française s'annonçaient savoureux, et l'électeur, gobeur par définition, s'apprêtait à les déguster avec une joie sans mélange.

Or, aujourd'hui, une semaine après ce jour de l'an qui devait être triomphant, c'est un concert unanime de récriminations.

C'est que l'électeur, aussi, bouché qu'il est,

n'est pas été bien forcé de s'apercevoir que chaque fois qu'il achète quel-vé chose, il lui coûte plus d'argent que l'année précédente pour un objet de pareille qualité.

Et un mot tout augmente, gaz, transports, éléments, nourriture, etc., etc. Et ce n'est pas fini, soyez-en persuadés.

Les journaux bourgeois sont eux-mêmes forcés d'emboîcher la trompette. Mais pour lire, par exemple, des phrases de ce genre :

« Notez enfin, que, par le jeu terrible des incidences, ces augmentations directes et brutes vont avoir des répercussions rapides même sur les objets qui ne sont pas immédiatement touchés par la hausse. Si bien qu'en se retrouve en face de ce paradoxe incompréhensible : PLUS LES PRIX DE GROS BAISSENT ET PLUS LES PRIX DE DÉTAIL AUGMENTENT. »

Car il est un fait curieux, c'est que l'indice des prix de gros indique une forte baisse de ces derniers.

Le journal bourgeois ne comprend pas. Il ne comprend pas que des conseillers municipaux aient voté l'augmentation des transports en commun, alors que la Compagnie du métro, par exemple, boudrait très confortablement son budget. Il ne comprend pas, ou plutôt feint l'incompréhension.

Il fait appel à un gouvernement qui gouverne ! Il lui demande des explications et des remèdes.

Des explications, vous en aurez bravos gens, comme s'il en pleuvait. Nos gouvernements ont l'ingratitudine, rapace jusqu'à la muflerie, routinier jusqu'au crétinisme ; il a vu les postes de commandement peuplés par des créatures de Jésuites d'une morgue toute militaire ou d'une condescendance outrageante pour l'homme qui en est l'objet ; des sous-verges ne devant rien à leur travail, et tout à leur faculté rampante. La « cloison vitrée » à l'intérieur des ateliers lui est apparue comme un blockhaus de l'autre.

Des remèdes, certes, il y en a. Tout une gamme. Certaines furent appliquées avec succès des périodes analogues à celle qui se présente. Vous les connaissez aussi bien que moi. Tant va la cruche à l'eau... dit un vieux proverbe. Or il y a longtemps que la cruche de verre s'est cassée. — Pierre Mualdes.

PHILLION.

PROPOS PARISIENS

d'un

**

Il paraît que le Français est riche, plus riche même — imprimeur un journal du matin — que le citoyen des U.S.A.

Les caves de la Banque de France regorgent de précieux métal sans lequel actuellement on ne peut manger et qui permet à la classe dirigeante d'entretenir dans leur « indépendance » tant de consciences de journalistes, rhétoreurs, et autres politiciens.

Donc, grâce à Poincaré et surtout à Chérèn-

nos poches sont pleines !... 1929, d'ailleurs, s'était étirée sur un air ô combien bercy de dégrevements, de régustements, d'espérances minifiques. Les fruits de la victoire française s'annonçaient savoureux, et l'électeur, gobeur par définition, s'apprêtait à les déguster avec une joie sans mélange.

Or, aujourd'hui, une semaine après ce jour de l'an qui devait être triomphant, c'est un concert unanime de récriminations.

C'est que l'électeur, aussi, bouché qu'il est,

n'est pas été bien forcé de s'apercevoir que chaque fois qu'il achète quel-vé chose, il lui coûte plus d'argent que l'année précédente pour un objet de pareille qualité.

Et un mot tout augmente, gaz, transports, éléments, nourriture, etc., etc. Et ce n'est pas fini, soyez-en persuadés.

Les journaux bourgeois sont eux-mêmes forcés d'emboîcher la trompette. Mais pour lire, par exemple, des phrases de ce genre :

« Notez enfin,



à travers le MONDE

EN ITALIE

L'affaire Peretti

Une condamnation monstrueuse a frappé Peretti et ses coaccusés. Le tribunal militaire de Rome, après l'avoir sept mois détenu en secret, a condamné Peretti à deux ans de réclusion. Tout cela, on le sait, uniquement parce qu'il avait fourni une aide pécuniaire aux familles de prisonniers politiques.

Rappelons brièvement les faits. Peretti, citoyen suisse, se rendait à Milan pour se rencontrer avec un nommé Costa qui l'avait chargé de lui acheter un dictionnaire français-italien édité par la maison Bettini. Il avait emporté sur lui tout son avoir, c'est-à-dire environ 1.000 francs, dont, sur la demande d'un camarade, il décida de distraire une partie en faveur de femmes et d'enfants de prisonniers du fascisme. Ce geste de solidarité n'eut pas le don de plaire aux sbires de Mussolini qui arrêtèrent Peretti, sous prétexte qu'il était venu à Milan dans le but d'organiser un attentat.

La police fasciste tortura le malheureux pendant dix jours dans l'espoir de lui arracher des aveux et le transféra ensuite au prison. Dès le 16 mai, Peretti adressa au consul suisse une lettre qui ne parvint la destination que le 9 juin. Comme rien ne pouvait être établi contre lui, le fascisme, peu désireux de relaxer sa proie, s'arrangeait pour la garder aussi longtemps qu'il était nécessaire à sa police pour fabriquer une apparence de culpabilité.

Cependant la nouvelle était parvenue en Suisse. Les autorités cantonales, gênées d'une part, par la crainte de déplaire à leur redoutable voisin, et obligées, d'autre part, de s'incliner devant l'opinion publique, adressèrent plusieurs demandes au consulat de Milan réclamant l'excuse de Peretti et son retour en Suisse. Mais qu'elles vinsent de l'administration cantonale ou fédérale, ces demandes restèrent de longs mois sans réponse. Quand il connut la conclusion de l'affaire, c'est-à-dire l'odieuse vengeance des agents mussoliniani, le gouvernement suisse craignit le scandale de trop vives protestations, parla-t-il d'une amnistie qui pourrait bien prochainement réduire l'arrêt du tribunal spécial.

Mais les travailleurs suisses et étrangers, ayant été organisés en faveur de Peretti avant l'arrêt du tribunal spécial, et l'opposition laborieuse du Tessin ne sont pas dupes ; ils voient avec raison dans le peu d'énergie apportée par les autorités suisses pour la défense d'un de leurs collègues une complicité évidente avec le régime de Mussolini.

De grandes manifestations populaires avaient été organisées en faveur de Peretti depuis le 16 mai. L'agitation se poursuit encore. Dernièrement, un Comité formé de différentes organisations de Génève organisa un grand meeting, où les orateurs, vigoureusement applaudis par une nombreuse assistance, flétrirent énergiquement cette nouvelle infamie perpétrée par le fascisme. L'indignation populaire grandit et nos camarades de Suisse s'impliquent à démasquer dans cette affaire le vrai visage du libéralisme et de la démocratie de leur bourgeoisie nationale.

Joinsons-nous à eux pour protester contre l'ignominie de cette condamnation.

EN GRECE

Le clergé à l'œuvre

L'Eglise grecque vient, à l'occasion de Noël, de lancer une encyclique adressée au peuple et dirigée contre le groupe « Ekipedikto Omilos », ainsi que contre la revue « Anagnosiss », coupables de propager des idées athées et subversives.

Le groupe ci-dessus, composé par des écrivains de talent, se donne pour but de reformer la langue grecque dans le sens populaire. Cette propagande pourtant fort snobine et venant d'intellectuels cotés, n'a pas eu le don de plaire à l'Eglise grecque. Celle-ci craint en effet de plus en plus la tare possible cette heure fatale pour elle. L'emprise des préjugés religieux encore très puissante en Grèce tend cependant à s'atténuer depuis quelques années et sous l'influence de certains groupements, tels ceux mentionnés plus haut. Un autre facteur n'est pas non plus indifférent à cette désaffection du peuple vis-à-vis du clergé. On sait que ce dernier n'a cessé, depuis des siècles, de mener une propagande intense parmi les populations résidant hors de la Grèce. Aujourd'hui une grande partie de ces populations est rentrée en Grèce et se trouve dans une situation très pénible. Les réfugiés (1 million 500.000) sont dans un complet dénuement et ce ne sont pas les « encouragements » des archimandrites ou autres abruiteurs religieux qui soulagent leurs malheureux sort. Ils commencent à s'en faire envier. Toutes les encyclopedies seront sans doute de moins de poids que les enseignements de la misère.

AUX ÉTATS-UNIS

Les bénéfices sanglants des magnats du charbon

Un document, émanant de l'Office des Mines du département du commerce des États-Unis et reproduit par *Solidaridad*, organe de l'I.W.W., témoigne de la façon dont les grands capitalistes miniers acquièrent leurs fabuleuses richesses : c'est au prix du sang de mineurs, qui, par milliers, tombent victimes des pires accidents. Sans accuser directement les patrons — et pour cause ! — qui n'espéraient pas par avarice, à violer toutes les lois et tous les règlements relatifs à la sécurité des mineurs. L'Office des Mines, inquiet de cette grande perte de vies humaines et d'argent, pense qu'il se fait nécessaire d'imposer la pratique et la respect des règlements sur la sécurité.

« En l'espace d'une année, que l'on peut encore considérer comme bonne », dit le bulletin « les accidents survenus dans les mines de charbon ont causé aux mineurs une perte de journées de travail s'élevant à 106.000 dollars, selon le rapport de F. H. Dunn, ingénieur du district, qui fut chargé de procéder à une enquête spéciale à ce sujet. La perte financière annuelle des patrons et employés des mines de charbon, résultant des accidents, est estimée à 188.000.000 dollars. Cette perte représente un taux additionnel de 14 centavos par tonne de charbon produite. »

D'après une statistique, 2.518 mineurs perdent la vie par suite d'accidents en l'espace d'un an, et éviennent le nombre des accidents à 181.300. Les journées de travail perdues pour la même cause, si l'on tient compte des accidents entraînant l'incapacité de travail dont le chiffre s'élève à 117

PAGES D'HISTOIRE

II LIARD-COURTOIS

(Suite et Fin)

— Ce que vous prenez pour une erreur aujourd'hui dit-il, peut demain vous apparaître comme une vérité indiscutable. Avant de rendre votre verdict, vous repasserez les faits, vous consulterez vos consciences !

Son discours produit une excellente impression sur les salles.

Le jury rend un verdict affirmatif, must sur les circonstances atténuantes.

Maligne les conclusions déposées par la défense, la Cour passe outre.

Le jugement sur le fonds, condamne l'accusé à cinq ANS DE TRAVAUX FORCES et cent francs d'amende.

Cet arrêt est accueilli par les murmures de la salle.

AU BAGNE

Courtois se pourrit immédiatement en casation.

Plusieurs quotidiens bourgeois avaient élevé leur protestation contre le monstrueux verdict qui frappait l'anarchiste. Des hommes politiques dans les conditions exigées pour la sécurité des travailleurs. Il se moque bien des appréhensions formulées par les ingénieurs du gouvernement, sur comment, oujours de l'impunité. Aux Etats-Unis, comment, par ailleurs, les règlements sont faits à l'usage des pauvres bougres qui doivent s'y conformer sous peine de subir les rigueurs de la « justice ».

Quant aux capitalistes, ils ont tout loisir d'accumuler leurs richesses aux prix de la santé, voire de la vie des travailleurs. Pour répondre à cette exploitation sanglante, les ouvriers de l'I.W.W. incitent les mineurs à forcer eux-mêmes le patronat ; mais le résultat est accueilli par les murmures de la salle.

Le pourvoi fut rejeté purement et simplement.

Courtois se refusa énergiquement à signer un recours en grâce. Il devait donc aller au bagne. Il nous conte, tout au long de ses mémoires, les conditions de vie dans le pénitencier de Cayenne, le pénaire martyre qu'il eut à subir — en même temps qu'il dépeint les tortures que l'on inflige aux camardes envoyés à la Guyane en vertu des fameuses « lois scélérates ».

J'ai déjà dit, à propos de Girier-Lorion (1) que les transports libertaires étaient placés sous une surveillance spéciale.

Courtois arriva au bagne peu de temps après le jugement de Cayenne concernant l'affaire de l'Ile Saint-Joseph. L'administration pénitentiaire avait renforcé ses mesures de rigueur et pour pouvoir mieux surveiller — et mater à l'occasion — les anarchistes, avait décidé de les parquer ensemble.

Courtois, on le sait, était peintre décorateur de Cayenne. Il y avait, en outre, Pardin, Paine, Clément Duvau, Jeanne, Régis Meunier, Chevri, Théodore Meunier, Bigel, Monod, Bourgeois, Cherecotti, Mallet, Vauthier, Cusset, Rullière, Dupré, puis Orthiz, le fameux condamné du procès des Trente.

C'étaient, on le devine sans peine, de continues discussions doctrinales. Mais l'harmonie ne cessait de régner entre ces vaillants et aussi, l'administration placait-elle auprès d'eux des optimistes.

Si j'avais un passé judiciaire, l'accusation s'en empêtrait pour me le reprocher, il faudra donc qu'elle base ses arguments uniquement sur mes idées de révolutionnaire, lesquelles sont la conséquence des souffrances de mon enfance, de mes observations et de mes lectures.

Dans ces conditions, ma conscience ne me reproche rien et la condamnation des juges de la XI^e Chambre étant une erreur, j'attends sans inquiétude votre sentence, même si confirmant la première, elle doit m'envoyer rejoindre en prison, mon camarade, que l'on y a pas dans le monde de puissance, mais que l'on y a pas dans le monde de puissance, à faire disparaître.

Courtois, on le sait, était peintre décorateur. Cela lui valut quelques temps d'adoucissement. Il fut, en effet, avec Dupré, désigné et alla sur la « Grande terre » pour la direction de bâtiments administratifs. Quant le gouverneur Vénigton s'aperçut que Courtois était anarchiste, il le renvoya aux îles. Cependant, comme il était le seul décorateur, on l'appela souvent pour des besognes dans divers établissements annexes. C'est ainsi qu'il eut à réparer la case de Dreyfus. C'est aussi ce qui lui permit d'assister aux derniers moments de Girier-Lorion.

Un jour, Duval trouva une brouillon de lettre dans laquelle Ortiz, écrivant à Bulot, le magistrat qui avait requis dans le procès de Trente, protestait qu'il n'avait jamais été anarchiste. Ce triste sir fut mis en quarantaine et fut, en définitive, placé dans le dépôt des religieuses.

Courtou, on le sait, était peintre décorateur. Cela lui valut quelques temps d'adoucissement. Il fut, en effet, avec Dupré, désigné et alla sur la « Grande terre » pour la direction de bâtiments administratifs. Quant le gouverneur Vénigton s'aperçut que Courtois était anarchiste, il le renvoya aux îles. Cependant, comme il était le seul décorateur, on l'appela souvent pour des besognes dans divers établissements annexes. C'est ainsi qu'il eut à réparer la case de Dreyfus. C'est aussi ce qui lui permit d'assister aux derniers moments de Girier-Lorion.

Enfin, après de multiples avatars, il arrive à un jour, Duval trouva une brouillon de lettre dans laquelle Ortiz, écrivant à Bulot, le magistrat qui avait requis dans le procès de Trente, protestait qu'il n'avait jamais été anarchiste. Ce triste sir fut mis en quarantaine et fut, en définitive, placé dans le dépôt des religieuses.

Courtou, on le sait, était peintre décorateur. Cela lui valut quelques temps d'adoucissement. Il fut, en effet, avec Dupré, désigné et alla sur la « Grande terre » pour la direction de bâtiments administratifs. Quant le gouverneur Vénigton s'aperçut que Courtois était anarchiste, il le renvoya aux îles. Cependant, comme il était le seul décorateur, on l'appela souvent pour des besognes dans divers établissements annexes. C'est ainsi qu'il eut à réparer la case de Dreyfus. C'est aussi ce qui lui permit d'assister aux derniers moments de Girier-Lorion.

Or, dans l'article de Ghislain, il est bien dit que les représailles, si elles devaient avoir lieu, ne s'exerceraient qu'au jour du règlement des comptes. Jour, dit-elle, que l'on peut souhaiter ou redouter, mais dont il sera difficile de prévoir la date exacte..

Il est une autre restriction dans l'article. Ghislain n'a-t-il pas dit que les valets de la bourgeoisie ne seraient abattus que s'ils se mettent en travers de notre route.

Elle rappelle l'infamie de la loi de 1894, loi qu'un Millrand demandait, à la Chambre, qu'on l'interprète de la manière la plus restrictive.

Terminant, elle plaide l'accusation, mais comme elle n'est pas sûre qu'un acquittement intervienne, à toutes fins utiles, elle demande au tribunal, au cas où il confirmerait la condamnation prononcée en première instance, d'accorder à Delobel la confusion des peines. On sait, en effet, que notre ami Delobel est sous le coup de deux condamnations ; en surcroît de celle pour laquelle il est en appel, il y a celle rendue contre lui lundi dernier à propos de la publication dans le *Libertaire* des déclarations d'Einstein.

Cependant Faure n'abandonna pas son ami.

Aux premiers jours de février 1900, Courtois apprit qu'il lui était fait remise du reste de son double. Mais il devait encore attendre, car ni l'administration, ni le ministère n'avaient prévu de crédit pour son rapatriement. Il dut donc attendre d'avoir gagné la somme nécessaire pour son voyage avant d'embarquer pour le France.

Finalement, en mars 1900, il put, enfin, quitter les lieux de souffrance. Il arriva au Havre en avril.

Il a rencontré au commencement de la guerre, vers 1916, ce vieux militant, usé physiquement par les multiples avaries, s'était laissé prendre aux boniments patriotes et de la guerre, et se crée même une modeste situation. Mais sa pensée allait toujours vers la Métropole, où se trouvaient les êtres chers, ses parents, ses amis.

Il tenta donc de s'évader de la colonie.

Mais traité par un concours de circonstances, il est arrêté sur le bateau, ramené à Cayenne, jeté en prison. Inculpé de rupture de ban — ce qui était puni d'un an à cinq ans de travaux forcés — Heureusement, il fut acquitté par le Tribunal maritime.

En France, l'affaire Dreyfus était en sa pleine effervescence. La « Ligue des Droits de l'Homme » venait de se fonder. Sébastien Faure entreprit d'incessantes démarches pour que la Ligue s'occupât de Courtois. Mais celle-ci s'occupait surtout du capitaine.

Cependant Faure n'abandonna pas son ami. Aux premiers jours de février 1900, Courtois apprit qu'il lui était fait remise du reste de son double. Mais il devait encore attendre, car ni l'administration, ni le ministère n'avaient prévu de crédit pour son rapatriement. Il dut donc attendre d'avoir gagné la somme nécessaire pour son voyage avant d'embarquer pour le France.

Finalement, en mars 1900, il put, enfin, quitter les lieux de souffrance. Il arriva au Havre en avril.

Il a rencontré au commencement de la guerre, vers 1916, ce vieux militant, usé physiquement par les multiples avaries, s'était laissé prendre aux boniments patriotes et de la guerre, et se crée même une modeste situation. Mais sa pensée allait toujours vers la Métropole, où se trouvaient les êtres chers, ses parents, ses amis.

Il tenta donc de s'évader de la colonie. Mais traité par un concours de circonstances, il est arrêté sur le bateau, ramené à Cayenne, jeté en prison. Inculpé de rupture de ban — ce qui était puni d'un an à cinq ans de travaux forcés — Heureusement, il fut acquitté par le Tribunal maritime.

Il montre aux juges qu'en ordonnant des poursuites aussi stupides que celles engagées à l'encontre du *Libertaire*, ils manquent à l'esprit traditionnel de la Révolution française, Révolution dont ils se disent — eux, magistrats — les héritiers ; Révolution qu'ils feignent à une dernière conversation que j'eus avec lui peu avant sa fin.

Mais il pensait toujours à ceux qu'il avait laissés « là-haut » et aux autres qui, depuis, avaient été les rejoindre. Et il révait d'un grand mouvement populaire qui les arracherait des mains de leurs bourreaux.

LOUIS LOREAL.

P.S. — J'ai beaucoup pu dans les « Souvenirs du Bagné » de Courtois. Ce livre est malheureusement épais. Mais les compagnons consulteront avec profit « Après le bagne », du même auteur, dont la Librairie d'Éditions Sociales possède les quelques dernières exemplaires.

Dépense totale 1.110 francs

Reste ce mois 1.220 francs — 1.110 francs = 118 francs.

En caisse au 31 décembre 1.467 francs + 118 francs = 1.585 francs.

Nota. — Les souscriptions pour l'année écoulée ont paru dans les n° 15 et 29 juillet, 5 octobre, 9 novembre et 7 décembre.

Groupe du 15°

VENDREDI 10 JANVIER A 20 H. 30

55, RUE MADEMOISELLE (4^e)

Conférence sur BABEUF

par A. SARCELONE

Entrée gratuite.

GHISLAIN & DELOBEL devant la Cour d'Appel

(Suite de la première page)

Messieurs,

Il est je crois, inutile, que je renouvelle ici les déclarations que j'ai déjà faites devant les juges de la XI^e Chambre en août dernier, mais il faut tout de même, ayant fait appel de leur décision, que j'explique les raisons de mon acte.

En avril 1929, j'ai fait paraître dans le *Libertaire*, un article sur le volume de M. Spéryansky, intitulé « La Maison à destination spéciale et j'ai cru devoir le faire suivre de conclusions qui s'imposaient à tout révolutionnaire. On a voulu voir dans ces conclusions une provocation au meurtre, qu'on a fait suivre du motif. Dans un but de propagande anarchiste. Ce motif n'a ajouté rien du délit que l'on veut nous reprocher, car tout ce qui paraît dans le journal *Le Libertaire* est naturellement fait dans un but de propagande anarchiste.

Et l'on tient absolument à nous poursuivre pour ce motif, que l'on fasse une nouvelle loi, interdisant toute propagande anarchiste, mais du moment qu'elle existe encore, pas, nous avons

TRIBUNE SYNDICALE

La G. G. T. et les Assurances Sociales

Un fiasco de plus à épingle

S'il avait fallu, pour nous, l'apport de quelques faits nouveaux pour prouver l'in-suffisance et la dégénérescence de la C.G.T.U., le C.G.N. qui vient de se tenir au milieu du mois dernier, aurait, au sujet des assurances sociales, amplement suffi à cette démonstration.

Mais, il y a beau temps que votre opinion est fatigée. Les commentaires que nous apportons sur les faits dominants des assurances ouvrières n'ont, et ne peuvent avoir, d'occasion, qu'une valeur documentaire. Les échecs et les sorties s'accumulent à l'actif de nos dirigeants confédéraux, et ils n'échappent pas, tôt ou tard, à l'impitoyable réquisitoire de l'histoire ouvrière, lorsque le prolétariat aura enfin compris, par une expérience vraiment rationnelle, les conséquences terribles de la méthode et des visées bolcheviques.

Nous sommes de ceux qui pensent que l'application de la loi sur les assurances sociales, constitue un tournant historique de la chose sociale de ce pays. Ce sera un facteur important, fondamental peut-être, d'une nouvelle psychose ouvrière au milieu de laquelle le syndicalisme aura à se mouvoir. De la façon dont le syndicalisme saura interpréter et canaliser cette nouvelle psychose, dépend l'avenir du mouvement ouvrier.

Si le parti a moment hostile à cette question, s'est vivement ressasié, il n'en est pas de même des grands stratèges de la Grange-aux-Belles. Le brusque et plié revirement de l'adversaire de classe, son empressement et son activité actuelle en vue de s'intégrer le plus avant possible dans la loi, au point d'en former le corps essentiel, sont certainement les conséquences d'une analyse profonde et du principe de la loi et du rapport des forces. Il est probable que l'état de division du mouvement ouvrier soit inapte à la formation de grands courants, ont été les conclusions primordiales de l'analyse patronale. Et à vrai dire, il n'était pas besoin non plus pour les patrons, du dégonflement du C.G.T.U. unitaire, pour dresser un état exact de nos actuelles possibilités d'action ; ils en ont eu, hélas ! assez souvent, l'occasion !

UN MINORITAIRE UNITAIRE.

P. S. — Le C.G.N. a vu éclore aussi une nouvelle formule : « Ne plus se baser sur l'augmentation du coût de la vie, pour demander des augmentations de salaires ». Cela est intimement lié à la transformation des luttes économiques en luttes politiques dont nous parlions dans un prochain article.

Mon point de vue

Depuis plus d'un an, je suis, avec le plus grand intérêt, les différentes discussions qui sont exposées dans cette tribune syndicale, et à la suite de l'invitation que vient de lancer le camarade Desfaudau, je tiens à apporter sur cette tribune, mon point de vue d'humble petit militant de la base confédérale.

Après la triste scission qui devait diviser le bon mouvement syndicaliste en plusieurs fractions adverses, la C.G.T. s'est trouvée privée de ses plus actifs militants syndicalistes révolutionnaires et plus, elle dut faire face à toutes sortes de difficultés ; aussi, elle dut entreprendre l'éducation des jeunes membres qui étaient restés dans ces différentes fédérations.

Cette dure épreuve d'éducation ouvrière fut entreprise par l'Union des Syndicats de la Seine, dans le courant de l'hiver de 1923, sous forme de cours et d'exposés historiques du mouvement syndicaliste, qui furent ensuite répandus sous la forme d'une petite brochure.

Malheureusement, cette brochure très intéressante n'est pas la diffusion qu'elle aurait dû avoir parmi la classe ouvrière, la lutte des différentes fractions syndicales qui se combattaient mutuellement et l'emprise des partis politiques dans la C.G.T. et la C.G.T.U. jetèrent la confusion parmi les ouvriers et ceux-ci oublièrent la lutte de classe pour la lutte de parti ; l'éducation syndicale fut abandonnée dans la C.G.T., cette dernière suivit le parti socialiste dans toutes sortes de compromissions, telles que la collaboration de classe, la représentation au Conseil National Economique et au B.I.T., et la C.G.T. se trouva dans une situation telle que la grande majorité de ses membres ignorait même les bases du syndicalisme.

Les partis ? Ils veulent tous le pouvoir, donc la guerre. Il y avait 10 socialistes, à Narbonne, Courson, Béziers, Agde, Montpellier, Ales.

Elle intéressa fortement les auditoires où, cependant, diverses classes de la société étaient représentées, et ne suscita aucune contradiction. Les brochures et ouvrages concernant l'éducation sexuelle se vendirent très bien.

A Lézignan, Courson, Agde, Ales, une centaine de personnes assistèrent à chaque conférence ; à Narbonne, environ 200, à Montpellier de 350 à 400 et à Béziers près de 600 personnes.

Près de 3.000 personnes ont donc assisté à ces deux conférences ; certes, le chiffre n'est pas élevé ; cependant, vu l'indifférence effroyable de la masse à l'heure présente, c'est quand même un résultat, surtout si l'on considère que les auditoires ont été très attentifs, que les conférences ont été écoutées dans le plus grand silence et que la vente de la librairie a été très bonne.

Cette conférence fut faite à Lézignan, Narbonne, Courson, Béziers, Agde, Montpellier, Ales.

Elle intéressa fortement les auditoires où, cependant, diverses classes de la société étaient représentées, et ne suscita aucune contradiction. Les brochures et ouvrages concernant l'éducation sexuelle se vendirent très bien.

A Lézignan, Courson, Agde, Ales, une centaine de personnes assistèrent à chaque conférence ; à Narbonne, environ 200, à Montpellier de 350 à 400 et à Béziers près de 600 personnes.

Près de 3.000 personnes ont donc assisté à ces deux conférences ; certes, le chiffre n'est pas élevé ; cependant, vu l'indifférence effroyable de la masse à l'heure présente, c'est quand même un résultat, surtout si l'on considère que les auditoires ont été très attentifs, que les conférences ont été écoutées dans le plus grand silence et que la vente de la librairie a été très bonne.

Cette conférence fut faite à Aix-en-Provence, à Toulouse, à Perpignan, à Narbonne, à Almargues, Nîmes.

Elle suscita aucune contradiction sévère ; seuls, un jeune patriote à Toulouse et un jeune communiste à Perpignan vinrent porter leur point de vue.

Pour le jeune patriote, la paix n'est possible qu'à la condition de bien préparer la guerre ! Nous lui fimes remarquer que, depuis toujours, les gouvernements préparent la guerre pour avoir — sol-disant — la paix.

La suite ininterrompue des guerres qui entraînent l'Histoire démontre suffisamment la faille complète de cette forme de sécession.

La contradiction du jeune communiste fut qu'un long batailleau ; nous prîmes cependant plaisir qu'il ignorât les contradictions du capitalisme et ne savait absolument rien du syndicalisme révolutionnaire ; il termina en disant que les anarchistes étaient les « plats vautés du capitalisme ! » Cette dernière phrase fut dite avec tant de volonté que tout le monde fut convaincu qu'elle était apprise par cœur : en tout cas, elle transporta d'aise les neuf communistes présents.

Nous renvoyâmes ce jeune ignorant à l'école.

Tous les auditoires furent intéressés, attendis et comprprirent la gravité de la question, leurs applaudissements unanimes démontrent qu'ils étaient pleinement d'accord avec notre conclusion.

Malheureusement, l'assistance ne fut pas aussi nombreuse qu'il était désiré. À Bordeaux, Toulouse, Carcassonne, Almargues, Nîmes, nous eûmes une centaine de personnes à chaque conférence ; à Perpignan, 450. A Sérignan, 300.

Vu le peu d'auditeurs, la vente de librairie et les collectes furent très intéressantes, ce qui est un signe certain de l'intérêt porté à la conférence.

La deuxième conférence : « Les lois qui tuent. FEMME, ton CORPS EST À TOI, pour purifier l'attention du public, sans distinction d'école ou de parti, sur la lamentoable situation de la femme, tant au point de vue moral que matériel et de créer un courant d'opinion réclamant l'abrogation des lois liberticides enlevant à la femme la liberté de son corps et réprimant la propagande anti-conceptionnelle. »

Il s'agissait de démontrer : 1^e l'infériorité de la condition de la femme, à quelque classe qu'elle appartienne et à véritable esclavage de la femme travailleuse, indépendante.

Cela ne fut, hélas ! que trop facile ;

2^e Qu'au point de vue moral, intellectuel et sexuel, la société bourgeoisie refuse toute émancipation à la femme ;

3^e Que les législateurs, en édifiant l'ar-

chitecture de la maison, c'est-à-dire au moyen du bâti et à grand bruit.

Or, que reste-t-il de tout cela ? Du vent ! Ça peut aller avec les comités d'usine, d'unité prolétarienne, anti-fasciste, la stratégie des grèves et tout le reste. Les communistes affirment maintenant qu'il faut aller dans les caisses de masses. C'est-à-dire, si nous comprenons bien, chez les patrons, les curés ou les confédérés, selon que les uns ou les autres seront les plus puissants dans une région ou localité, car des caisses unitaires, n'en parlons plus, elles sont mort-nées. Charmante perspective ! Qui nous entraîne inévitablement à la remorque de nos plus grands adversaires car, ne nous faisons pas d'illusion, les

LE LIBERTAIRE

FÉDÉRATION DU MIDI

La tournée de conférences Huart

La Fédération A. C. du Midi avait organisé, pour le mois de décembre, une tournée de conférences sur les sujets suivants : « L'impossible Paix » et : « Les lois qui tuent. FEMME, ton corps est à toi ! »

Dans la première de ces conférences, il s'agissait de démontrer que, malgré les accords de certaines nations en vue de la paix, malgré la S. D. N. et le pacte Kellogg, en dépit de la propagande des ligues pacifistes, la guerre ne pouvait être évitée.

Pourquoi ?

Parce que les traités arbitraires de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon portent en eux les germes de guerres nouvelles ; parce que les gouvernements, malgré leurs déclarations pacifistes, dépensent chaque année des sommes énormes, non seulement pour maintenir ou développer leurs armements, mais encore pour perfectionner sans cesse les moyens les plus épouvantables de tuer.

Parce que les contradictions capitalistes sont chaque jour plus aiguës et que, lorsque les moyens de lutte économique auront été épuisés, on aura tout récemment recours à la guerre, la guerre fraternelle, la guerre mondiale, qui permet d'écouler au prix très fort les biens que la Paix ne peut plus aboyer — en outre — permet d'opérer une saignée salutaire sur la classe ouvrière.

Les guerres économiques des trusts de l'acier, de l'tain et du caoutchouc, angoissent le cuivre américain, le pétrole anglais contre le pétrole américain, des colorants américains, la lutte pour la soie artificielle, etc., nos confrères,不慎, nous empêchent de faire face à toutes sortes de difficultés ; aussi, elle dut entreprendre l'éducation des jeunes membres qui étaient restés dans ces différentes fédérations.

Le succès de la tournée de conférences fut également très bon. Nous avons été invités à plusieurs réunions, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la réunion de l'U. A. C. R. à Toulouse, à la réunion de l'U. A. C. R. à Narbonne, à la réunion de l'U. A. C. R. à Béziers, à la réunion de l'U. A. C. R. à Montpellier, à la réunion de l'U. A. C. R. à Arles, à la réunion de l'U. A. C. R. à Marseille, à la